Désastres sociaux, pacte de responsabilité, démantèlement d'Alstom : il n'y a pas 36 solutions, il faut sortir du capitalisme !

Un gouvernement Valls affaibli, mais qui redouble de coups

On nous bassine depuis le 29 avril avec la « fronde » d'une partie des députés PS et avec le vote « contre » des Verts sur le « programme de stabilité 2014-2017 ». Mais la principale chose à retenir, c'est qu'au au final, une large majorité de députés « socialistes » a approuvé un plan de guerre étalé sur trois ans contre les travailleurs :

- 30 milliards de baisse de cotisations et d'impôts pour les patrons
- 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques et sociales
- un gel des prestations sociales et des retraites, le gel du point de la fonction publique jusqu'en 2017

Valls avait concédé quelques miettes à sa « gauche », notamment sur les petites retraites, mais la logique du plan reste la même. Si ces « courageux » députés avaient voté contre au lieu de s'abstenir, les « contre » auraient été majoritaires. Un signe qu'ils préfèrent cautionner le pouvoir capitaliste plutôt que faire une vraie « fronde » face au pire des budgets.

Vers une nouvelle majorité « centriste » ?

41 députés PS se sont donc finalement abstenus et les Verts ont majoritairement voté contre, si bien qu'une minorité de députés (265) a voté le plan de Valls (232 contre, 67 abstentions). Valls a bénéficié du soutien d'un député UMP et de l'abstention bienveillante d'une majorité de centristes de l'UDI (17 sur 29). Valls n'a pas caché l'enjeu du vote, qui était formellement consultatif mais qui intervient quelques jours après un vote de confiance et qui « conditionne la légitimité du gouvernement ». Or cette légitimité est au plus bas, et c'est bien ce qui inquiète de nombreux carriéristes du PS qui ont peur de se faire détrôner.

Et ce n'est qu'un début. En raison de la persistance de la crise et de la perte de compétitivité de l'économie française face à ses concurrentes, nous devons nous

attendre à une accentuation des attaques dans les mois et années qui viennent. Le plus dur des attaques est probablement devant nous.

C'est pourquoi on peut imaginer un « scénario à la grecque » : un effondrement du PS, et la nécessité pour les principaux partis de la bourgeoisie de s'unir autour d'un gouvernement d'union nationale pour avoir une majorité pour faire le sale boulot. D'ores et déjà, une partie des centristes n'est plus tout à fait dans l'opposition, et les mois qui viennent pourraient voir se redessiner les contours d'une nouvelle majorité de centre gauche allié au centre droit, en dépit de la logique institutionnelle de la 5ème République.

La différence avec le « scénario grec » est que les réformistes de gauche ne bénéficient pas du tout du rejet du gouvernement. Le Front de gauche dont une partie s'est allié au PS aux municipales et qui ne souhaite pas la sortie du capitalisme, n'apparaît pas aujourd'hui comme une alternative désirable et concrète pour les travailleurs. La grande majorité d'entre eux s'abstiennent et parmi ceux qui votent, c'est le FN tout aussi pro capitaliste qui hélas, canalise leur colère.

Démantèlement d'Alstom : une manifestation du déclin du capitalisme industriel français

C'est dans ce contexte politique qu'intervient l'annonce de la vente/démantèlement d'une partie d'Alstom. Illustration supplémentaire de la perte de compétitivité du capitalisme hexagonal, qui pousse tous les politiciens du système à faire la même politique anti-sociale, malgré leurs gesticulations.

Ces dernières années, de grands groupes industriels français ont été rachetés par des groupes étrangers : Péchiney par Alcan, Lafarge par Holcim, Arcelor par Mittal, etc. Pour la première fois de son histoire, les entreprises qui composent le CAC 40 sont désormais contrôlées majoritairement par des investisseurs étrangers (41% en 2010).

Arrêtons nous sur l'histoire récente d'Alstom. Le groupe est un des héritiers de la Compagnie générale d'électricité (CGE), nationalisée par Mitterrand en 1982. Privatisée en 1987, la CGE devient Alcatel-Alsthom en 1991. Elle est ensuite découpée en morceaux, donnant naissance à Alcatel (télécoms), à Nexans (câbles) et à Alstom (énergie, transports et chantiers navals). Un géant économique a engendré plusieurs nains. Renflouée en 2004 par l'État, qui entre alors dans le capital à hauteur de 30%, Alstom vend ensuite un certain nombre d'actifs, dont ses chantiers navals. Bouygues rachète les parts de l'État en 2006 pour 2 milliards, qui valent deux fois plus aujourd'hui.

Alstom est 4 à 5 fois moins gros (en chiffre d'affaires) que Siemens et General Electric, qui convoitent la branche énergie du groupe français. La loi de la concurrence capitaliste impose le rachat et le dépeçage des proies les plus faibles par les groupes les plus puissants. Les promesses de ces groupes en terme d'emplois ne valent rien, et

cette fois-ci le gouvernement ne fait même plus semblant d'agiter le spectre de la nationalisation. Mélenchon prône aujourd'hui la même chose que Sarkozy : la nationalisation temporaire pour sauver le groupe. Mais pourquoi faudrait-il payer grassement les parasites pour ensuite leur revendre au meilleur prix quelques années plus tard ? En outre, une nationalisation dans le cadre de la concurrence capitaliste n'apporte pas de garantie solide pour les travailleurs.

Une seule et unique solution s'impose dans l'intérêt des travailleur-se-s : l'expropriation sans indemnité ni rachat des actionnaires (en premier lieu de Bouygues, actionnaire principal), la nationalisation à 100% du groupe et le contrôle des travailleurs sur toutes les décisions. Alors que Alstom produit, sur le marché français, des turbines, des générateurs, du matériel ferroviaire pour des projets financés par l'argent public, il faut garantir les débouchés à la production et donc rompre avec les règles concurrentielles imposées notamment par l'Union européenne. Bien évidemment, il ne s'agit pas de défendre les travailleurs français contre les travailleurs étrangers, mais il s'agit de se dégager de la logique capitaliste pour garantir le maintien de la production.

Pour une alternative anticapitaliste au gouvernement et à l'UE

Le Front de gauche n'est sûrement pas une alternative pour les travailleurs. Son programme de relance keynésienne est une impasse complète pour sortir de la crise : dans le cadre du système, il n'y a pas de marge de manœuvre pour augmenter les salaires et les dépenses publiques. Cela ne ferait que dégrader la rentabilité des entreprises, et donc accentuer la crise, d'où au final une austérité redoublée. La seule alternative à l'austérité est la rupture avec le capitalisme, avec les institutions nationales et européennes qui organisent la domination du capital sur nos vies. Il n'y a pas de solution politique intermédiaire à celle d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes qui seul pourrait avoir la force de prendre les mesures concrètes de rupture avec l'ordre capitaliste : expropriation des grands groupes, interdiction des licenciements, partage du temps de travail.

Cela passe aujourd'hui par le regroupement de toutes les forces militantes en rupture avec les modes d'expression habituels (démocratie élective, manifs saute-mouton), par l'affirmation audacieuse et permanente d'un espoir authentiquement révolutionnaire, à même de capter l'attention d'une frange grandissante des opprimés qui rejettent le système sans voir d'issue.

Seule une telle politique hurlée publiquement pourrait aider à construire les luttes des travailleurs contre les plans de licenciement, et à imposer à l’État capitaliste la nationalisation/expropriation des groupes qui licencient. Nous ne pourrons l'obtenir qu'en nous organisant contre les directions réformistes (politiques et syndicales) et en les débordant afin de construire une grève générale qui bloque les profits. Il faut oser le dire et en faire le cœur de notre politique.

Au lieu de cela, notre parti, le NPA ne cesse hélas de véhiculer des illusions dans les

élections bourgeoises en regrettant par exemple à longueur d'antennes, via nos porte parole qu'aucune alliance n'ait pu être conclue avec le front de gauche,

Malgré toutes les limites politiques du NPA (et notamment son refus de combattre pour la rupture anticapitaliste avec l'UE), les élections européennes du 25 mai prochain sont une occasion pour les travailleur-se-s de manifester leur rejet du gouvernement et de l'Union européenne, sans céder aux sirènes nauséabondes du FN ou aux illusions réformistes du Front de gauche. Il faut gonfler les voiles du NPA pour lui donner la force de s'émanciper de l'influence idéologique du Front de gauche et de devenir vraiment l'outil qui manque tant au combat pour l'auto-émancipation des travailleur-s--s.

Gaston Lefranc, le 2 mai 2014